

## Introduction

### Misse Misse, Alain Kiyindou

L'un des problèmes les plus caractéristiques de notre époque est sans doute celui qui est lié à la question de la communication et du changement social. Il suffit de penser aux nombreuses interrogations sur Internet et la mondialisation, après l'effervescence sur les autoroutes de l'information qui, disait-on, relie le monde entier n'épargnant ni l'Afrique, ni l'Asie, ni l'Océanie. Cette approche du changement par la technologie a remis sur le tapis, les vieux débats sur les technologies et le développement, l'informatisation de la société, l'information et le développement, la presse et le développement, la libre circulation de l'information non pas uniquement en terme d'échange de flux entre le Sud et le Nord (école de Francfort), mais également le partage juste et équilibré des ressources informationnelles et le libre accès aux bases de données, à l'origine de la controverse sur le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC).

La philosophie politique dominante de ces modèles est opérationnalisée par la coopération pour le développement. Cette vision marquée par le déterminisme technologique est structurée par la problématique du transfert. Pour beaucoup, les technologies offrent une occasion inespérée pour combler l'écart de développement entre les riches et les pauvres. Mais au fond, la question fondamentale reste celle du sens des mots, de la relation entre les pôles émetteur et récepteur, et de la cohérence des ambitions théoriques et pragmatiques. Quelles définitions de la richesse et de la pauvreté, du moderne? Comment apprécier la qualité du projet de changement social (ou du développement) qui est proposé mais qui manque de définition et de représentation consensuelles? Territoire ou territoires du développement? Deux perspectives s'offrent au chercheur: celle qui limite le développement ou le changement à l'individu, et celle plus large qui propose une approche holistique de cet objet.

Pour illustrer la première approche, rappelons volontiers la définition d'Amartya Sen (prix Nobel d'économie 1998) qui considère le bien-être comme « *la qualité de son existence* » (Sen, 2000, p.65). Une vie, explique-t-il, est faite d'un ensemble de fonctionnements liés entre eux. Il est donc possible d'évaluer l'accomplissement d'un individu en tenant compte de ces éléments, qui peuvent aller du plus simple comme être en bonne santé, avoir à manger, au plus complexe comme rester digne à ses propres yeux... Amartya Sen introduit ici l'idée de « liberté de bien-être » qui peut être comprise comme la liberté donnée à un individu de mener tel ou tel autre type de vie, de choisir tel ou tel autre type de développement. Cette liberté de développement nous conduit à une meilleure éthique politique, dans la mesure où, nous sommes ainsi amenés à nous interroger sur le bien fondé de tel ou tel autre ordre social.

Ce qui est sûr, c'est que cette recherche de liberté concerne à la fois les forces extérieures et intérieures. En effet, comme le rappelle Nkombe Oleko (1986), pour se développer, l'être doit lutter contre les tentatives d'annulation de ses potentialités internes et externes. Cela signifie qu'il doit se défendre pour sauvegarder ses acquis. Mais la désorganisation qui peut être l'effet d'une agression extérieure peut également venir de l'intérieur. En effet, par son activité, l'être produit une désorganisation, l'entropie. Il doit donc être capable de développer une néguentropie pour lutter contre l'entropie qu'il développe. De nombreux auteurs, dont René Passet (2003), nous incitent à redécouvrir les richesses premières qui sont le degré d'épanouissement des facultés et des capacités humaines. Ces richesses sont: les savoirs et connaissances, le sens de la beauté et de la vérité, la densité et la multilatéralité des rapports tant personnels que sociaux, l'art de vivre, bref la culture. L'auteur insiste, d'ailleurs, sur le fait qu'il y a bien un écart significatif entre ce que l'on croit être la mesure de la richesse d'une société à travers le produit intérieur brut (PIB) et la réalité sociale,

écologique, sanitaire... Mais nous nous situons ici au delà de cette perspective qui réduit le développement à l'individu.

Le mot « développement », qui retient notre attention dans ce travail, peut être approché sous plusieurs autres angles: philosophique, politique, psychologique, sociologique, économique, etc. L'approche politique s'intéresse au sens de cette série de préoccupations liées, à tort ou à raison, au phénomène du « développement » qui, comme le rappelle Armand Mattelart (1992, p.176), occupe une place importante dans les relations internationales depuis un discours prononcé par le Président Truman à la Maison Blanche en 1949. La philosophie grecque se préoccupe également de la problématique du changement sociétal.

Ce thème est constant dans la pensée chrétienne, de Saint Augustin à Teilhard de Chardin, et dans la philosophie occidentale notamment au 19<sup>ème</sup> siècle chez Coleridge et Schelling, Rousseau, Kant, Hegel, Leibniz et Comte. Qu'il s'agisse de la connaissance ou de l'action, ce terme désigne également l'ensemble des transformations techniques, sociales, démographiques et culturelles, pensées et ou mises en œuvre pour accompagner la croissance de la production, dans le but de rendre meilleure la condition humaine. Cette préoccupation est présente dans la pensée sociale depuis Ibn Khaldun (ayant vécu entre 1332-1406). Dans la perspective économique, le « développement » est une notion qui traduit l'aspect structurel et qualitatif de la croissance. Il peut être associé à l'idée de progrès économique et social (amélioration du niveau de vie et du niveau d'instruction, bien-être pour l'ensemble de la population).

Les théoriciens de l'économie du développement cherchent à analyser les modes de production des pays les plus pauvres pour comprendre les différences de développement. Ils en déduisent que les pays sous développés sont « en retard » sur les pays déjà développés (CQFD!). Au premier rang des modèles économiques explicatifs élaborés, on peut mentionner la très séduisante mais perfide et farfelue théorie des indices, le modèle des étapes du développement de Walter Rostow et des économistes libéraux, pour qui le développement est considéré comme un processus linéaire, qui doit conduire toutes les formations sociales à passer par les mêmes étapes de développement. Ainsi, W Rostow décrit le passage des sociétés par cinq phases: la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse (étape finale représentant l'idéal à atteindre). Cette analyse tend à accrédi-ter l'idée que les pays du « Tiers Monde » sont à un stade de développement où se trouvaient autrefois les pays aujourd'hui développés.

Les retards actuels de développement s'y expliquent alors par une main-d'œuvre abondante et peu qualifiée, un taux d'épargne trop faible et une absence de véritables entrepreneurs. Certains modèles de développement sont alors fondés sur l'insertion des pays du Sud dans le commerce mondial. Ce schéma d'explication des processus de mutations sociales est assez simple, voire simpliste. La problématique de l'innovation sert aux économistes classiques, dont les analyses fondent l'économie du « développement ». Ils développent leur argumentation de deux manières. La première perspective veut que l'innovation ait pour finalité de susciter la demande. Le besoin de « développement » naîtrait ainsi du transfert de technologies multiples. Ce postulat est, par exemple, illustré par la certitude de l'Exposition universelle de Chicago en 1933: « La science découvre, l'industrie applique, l'homme suit » ! Au besoin, le processus est accompagné de campagnes d'information. Il ne resterait plus qu'à mesurer la vitesse de la diffusion des innovations, pour procéder à la taxinomie des pays à partir de la variable appropriation des technologies.

Le classement des pays en « bons » et « mauvais » élèves, découle probablement de cette logique, qui tend à faire bon marché des « résistances » de l'utilisateur censé « adopter » l'innovation et se l'approprier tout de suite. Dans une autre modalité de ce raisonnement économique, l'innovation ne

serait que la conséquence d'une demande sociale non satisfaite. Les deux approches partagent la même tendance lourde: la linéarité.

La « traçabilité » de l'approche sociologique du développement remonte à Nisbet. La matrice dominante de la construction du développement est la théorie des écarts. En effet, ce phénomène est pensé dès le départ, pour différencier les peuples et les nations. Depuis les explorations évangélisatrices ou de conquête, les pays ouest européens, et de nos jours les pays « occidentaux » se présentent comme orientés, depuis toujours, vers un « développement » de type prométhéen avec l'apanage logistique au plan de la pensée, de la rationalité, de la religion, de la technique, des sciences, de l'innovation, des facteurs de développement et, de plus en plus, des institutions démocratiques républicaines. Par contre, comme par atavisme les pays d'Afrique, d'Amérique du sud et d'Asie sont décrits comme s'ils auraient une autre approche du « développement » moulée dans des valeurs pré prométhéennes.

Cela expliquerait que ces pays soient incapables de se « développer », voire refusent de ce fait le développement qui leur est proposé avec générosité depuis le début des explorations et davantage encore depuis la fin de la seconde guerre mondiale et de l'arrêt théorique des aventures coloniales (en Afrique au début des années 1960). La théorie différentialiste opère par diffusion et elle est porteuse d'hégémonisme car l'Occident l'utilise pour diffuser sa culture, ses capitaux, sa technologie, ses institutions, sa religion, ses orientations sexuelles vers d'autres aires culturelles et d'autres formes d'historicité. La problématique politique du « développement » implique une croyance de la progression des sociétés vers un but fixé d'avance: réaliser partout le type d'économie et de modèle d'organisation sociale que l'on trouve dans les pays occidentaux les plus industrialisés, à un stade précédent toujours sa phase actuelle.

Sur tous les plans on peut penser que les pratiques regroupées sous le vocable « développement », à l'époque contemporaine, ne seraient rien d'autre qu'un recentrage de la théorie de la « mentalité primitive », de la mission civilisatrice et évangélisatrice, approche ségrégationniste, raciste et eurocentrique, dévastatrice des patrimoines organisationnels autochtones, qui va de pair avec celle de l'irréductibilité des cultures dans le champ social, pour accompagner la sortie de la période coloniale. Le rattrapage du retard que le Tiers-Monde accuserait sur le premier monde, la réduction des écarts de développement et de la fracture numérique, etc. illustrent les connotations sous-jacentes à cette vision du monde, présente dans la littérature « spécialisée » depuis au moins soixante ans. Toutes ces constructions intellectuelles reposent sur la même constante : le retard de croissance que les pays non développés doivent (et peuvent?) combler.

Ces échafaudages tendent, tous, à faire du « développement » un simple synonyme de termes, eux-mêmes jamais défini autrement que par l'érection des pratiques ethniques occidentales en finalités universelles. Ce schéma interventionniste fondé sur l'idée de la suprématie des valeurs et façons de faire de l'Occident (bureaucratie, rationalisation) est déjà présent et sans ambiguïté dans les travaux de Max Weber (1964, p.8-9, Avant-propos). Cela nous amène à dire que, comme le christianisme et le colonialisme, le développementalisme est une idéologie perverse qui s'est servie d'idéologies contradictoires ou incompatibles pour justifier des politiques et pratiques du développement qui sont restées, dans les grandes lignes, calées sur la différence irréductible entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Ces réflexions ont en commun de mettre en évidence la diversité du sens et des voies du changement, et partant la complexité de la communication stratégique appliquée à cet objet insaisissable de prime abord. Si nous considérons le développement comme l'amélioration du bien-être, il apparaît très clairement que l'efficacité de la communication qui y est relative est freinée par le manque de pertinence des postulats de départ et la faiblesse des critères utilisés pour l'évaluation. Loin de nous cantonner à des épiphénomènes (la fracture informationnelle voire communicationnelle en est un), nous pensons que la question de la communication pour le

développement ne saurait être traitée sans se référer à l'histoire des pays dits en développement. Le fait colonial et la société coloniale tout comme l'historicité propre de ces formations sociales sont des grilles de lecture incontournables pour le chercheur en communication sociale.

La rationalité communicationnelle, dont il est question ici, vise à faire accepter un mode de pensée et d'installer un système social différent. Comme le rappelle Jacques Ellul, c'est avec la colonisation que démarre l'expansion technique dans les pays colonisés. Les nations conquérantes vont apporter leurs machines et leur organisation, explique-t-il : « les peuples vaincus vont adopter ces machines qui remplaceront leurs dieux dans un mélange d'admiration et de peur » (Ellul, 1990, p.108). L'auteur précise d'ailleurs qu' « il ne s'agit pas d'une simple colonisation, mais aussi de subordination technique » (*ibid.*, p.109). Pourtant, la communication sociale est une expérience anthropologique fondamentale, « qui permet d'établir des relations entre des personnes, entre des objets, ou entre des personnes et des objets » (Griveaud & Gillaume, 1983, p.28).

A l'époque contemporaine, les difficultés de la communication dite pour le « développement » sont intrinsèques aux ambiguïtés de son objet. Comment assurer et assumer son rôle quand la tendance lourde de l'industrie du « développement » reste la théorie de la corrélation des innovations et du changement (par exemple les médias et les technologies) des modèles psychologiques de la diffusion des innovations, du changement d'origine exogène (par exemple l'aide et la coopération au développement) ? Malgré une très forte implication des sciences sociales de la communication, au niveau de la pensée comme à celui de la pratique, la recherche critique reste discrète face au discours pervers. Le développement et les transformations sociales entreprises ne font l'objet d'aucune conceptualisation rigoureuse ; les postulats à l'œuvre, repris souvent sans distance par notre inter discipline, reposent sur une série d'affirmations problématiques dans leur téléologie. Des expressions comme la modernisation, le développement, le progrès, la croissance économique, l'industrialisation, etc., tout comme le rapport de ces processus à l'information et à la communication, font partie de la thématique simpliste utilisée pour expliquer le phénomène du changement social. On observe donc une filiation forte de notre champ de problématisation avec la théorie des écarts et les thèses évolutionnistes.

L'objectif de cet ouvrage est d'apporter un éclairage supplémentaire aux problèmes liés à la communication pour le développement. Pour bien cadrer le débat, nous proposons une série de contributions, consacrées à l'analyse de la « communication pour le développement ». Elles revisitent, en fonction de la sensibilité des auteurs, l'objet « développement », qui est sous jacent à toutes les contributions rassemblées dans ce livre, lui même divisé en trois parties.

La première est intitulée Communication et développement, approche conceptuelle et historique traite de l'évolution des théories dans le domaine de la communication et du développement.

Pour Misse Misse, le temps semble venu de questionner l'évolution de cette pratique de communication, de voir ses forces et ses faiblesses, les référents, la pertinence sociale, les enjeux et les défis. S'appuyant sur les conclusions du Colloque international réuni à Douala en avril 2006 (1), il soutient que la communication pour le « développement » est marquée par les lacunes et les insuffisances conceptuelles de son objet. Dans le chapitre intitulé Gestion de la Césure entre médias traditionnels et médias contemporains dans la construction du développement, Jean Chrétien Ekambo Duasengue établit la similitude entre le processus de développement et celui de la communication. Il montre ensuite que le débat traditionnel/moderne, longtemps calqué sur le schéma Nord-Sud, a été dépassé par l'industrie du multimédia opérant à l'échelle mondiale.

Dans la deuxième partie intitulée Coopération, représentations et idéologies, Raphaël N'tambwé nous livre une réflexion sur la coopération et le développement. Alain Kiyindou procède à une analyse critique de la démarche de l'ONU sur la construction de la société de l'information. L'auteur explique que celle-ci a été accompagnée de promesses qu'il convient, dans le cadre de la recherche, d'approcher avec une vision critique. Comment peut-on en effet parler de

développement sans tenir compte du poids de la dette, de la « coopération de papa » (2), de l'héritage colonial, de la structuration du monde. En tous cas cette réflexion montre qu'il est peu réaliste de concevoir le développement sans s'appuyer sur le groupe et la complexité de son univers de pensée. En effet, si en Occident, on cherche avant tout le bien-être de l'individu (3), dans beaucoup d'autres cultures, il s'agit de restaurer le bien commun, de renforcer le lien entre le sujet et le groupe.

Dans la troisième partie Aghi Auguste Bahi, à travers le chapitre intitulé « Élaboration des messages en communication pour la santé et problématique du changement de comportement », nous propose de nous arrêter sur le lien entre élaboration des messages et le changement de comportement. Son analyse qui touche à la communication pour la santé pose la question de la valeur des messages, valeur qui se situe à l'intersection de la création et la réception. Tout en s'inscrivant dans un contexte donné.

Sandra Rodriguez discute L'effet boomerang des publicités d'ONG de développement au Canada. Sa réflexion s'articule autour du scepticisme sur les projets de développement et les principes sur lesquels ils se fondent. L'*image* véhiculée par les médias auprès du public, influence largement la collecte de fonds réalisée par les ONG de développement. Que peut-on attendre de la diffusion de toutes ces images misérabilistes sinon à entretenir une vision négative des pays en développement ? Mais comment alors concilier le besoin de susciter le don et le respect que l'on doit à ces citoyens du Tiers-monde ?

Olivier Pulvar nous plonge dans une configuration paradoxale qui est celle des collectivités françaises d'outre-mer, qui appartiennent à la fois au *monde développé* tout en entretenant un fort sentiment d'appartenance au *monde en mal de développement*. Tout se passe comme si ces territoires se situent dans un *entre-deux mondes du développement*.

Tjade Eone traite de Communication et changements sociaux : Pour une représentation synergique et interactionniste. Il propose une réflexion sur les interactions réelles ou virtuelles entre la communication sociale et le développement national. En tous cas, l'auteur rappelle qu'une absence de politiques adéquate et de stratégies appropriées diminue fortement l'impact probable de la communication sur le développement.

## NOTES

(1) 1945-2005 : 60 ans de communication pour le développement ; politiques, approches, acteurs, stratégies, pratiques ; 26-30 avril 2005.

(2) « Enfermée dans les survivances de la colonisation et dans la logique du néo-colonialisme, attentive aux intérêts économiques à court terme, convaincue de la persistance très durable du statu quo entre le Nord et le Sud, adhérant dans les meilleurs des cas aux théories de l'évolution linéaire et identique de toutes les sociétés, « la coopération de papa » s'était montrée particulièrement habile et active à soutenir là-bas des clientèles dont les pratiques politiques et les comportements économiques s'opposaient tout à la fois au credo démocratique et aux préceptes les plus élémentaires de l'économie politique. Cette coopération a longtemps refusé de prendre en compte les acquis des sciences sociales et à fonder ses stratégies sur les avancées que celles-ci ont connues au cours des trois dernières décennies » (Elikia Mbokolo, (1993) *Développement, de l'aide au partenariat*, Paris : La documentation française, p.12).

(3) Opposition entre société moderne et société traditionnelle où le lien solidaire serait beaucoup plus marqué.

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

*Ellul Jacques (1990), La technique ou l'enjeu du siècle, Economica.*

*Griveaud Sophie, Gillaume, M.-C. (1983), Étude sémantique quantitative des termes information, communication, in Schéma et schématisation n°19.*

*Nkombe, Oleko (1986), Pour une axiomatique du développement, Noraf, Ottignies,*

*Passet René et al. (2003), Sortir de l'économisme, une alternative au capitalisme néolibéral, Paris : Éditions de l'Atelier.*

*Sen, Amartya (2000), Repenser les inégalités, Paris : Seuil.*